

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**












---

#### **FOURNITURE ET LIVRAISON DE PAINS ET VIENNOISERIES POUR LE GHT ATLANTIQUE 17**

---

**GROUPE HOSPITALIER DE LA ROCHELLE RE AUNIS  
RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER  
17019 LA ROCHELLE CEDEX**

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Fourniture et livraison de pains et viennoiseries pour le GHT Atlantique 17
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	3
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	12 mois
	<b>Reconduction</b>	reconductible 3 fois 12 mois
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	5
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 - Durée et délais d'exécution.....	5
3.1 - Durée du contrat .....	5
3.2 - Reconduction.....	5
4 - Prix.....	6
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
4.2 - Modalités de variation des prix.....	6
5 - Garanties Financières.....	7
6 - Avance.....	7
6.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	7
6.2 - Garanties financières de l'avance.....	7
7 - Modalités de règlement des comptes.....	8
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
7.2 - Présentation des demandes de paiement .....	8
7.3 - Délai global de paiement .....	8
7.4 - Paiement des cotraitants .....	9
7.5 - Paiement des sous-traitants .....	9
8 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
9 - Développement durable.....	9
10 - Constatation de l'exécution des prestations .....	9
10.1 - Vérifications .....	9
10.2 - Décision après vérification .....	10
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	10
12 - Pénalités .....	10
12.1 - Pénalités de retard sur délai de livraison.....	10
12.2 - Pénalités de retard sur remise des attestations sociales et fiscales .....	10
13 - Assurances .....	10
14 - Résiliation du contrat.....	11
14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	11
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	11
15 - Exécution de la prestation aux frais et risques.....	11
16 - Règlement des litiges et langues .....	11
17 - Dérogations .....	11

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison de pains et viennoiseries à l'état frais pour le/les établissement(s) du GHT Atlantique 17 suivant(s) :

- ☒ Les Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis (Etablissement support)
- ☒ Centre Hospitalier de Rochefort (Etablissement partie)
- ☐ Centre Hospitalier de Marennes (Etablissement partie)
- ☐ Centre Hospitalier d'Oléron (Etablissement partie)

La description des différentes prestations attendues sont décrites dans l'article 1 du CCTP.

Les produits seront conformes à la réglementation en vigueur. Toute disposition nouvelle sera applicable dès sa publication.

### Clauses de réexamen :

☒ Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence (MNSMC) dans les conditions prévues à l'article R. 2122-4 du Code de la Commande Publique pour l'acquisition de fournitures ou installations complémentaires. La durée de ce nouveau marché ne pourra dépasser trois ans.

☒ Suivant les dispositions de l'Article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique, les prestations pourront donner lieu à un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence (MNSMC) pour la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché public initial.

☒ Selon l'évolution de l'organisation du Pouvoir Adjudicateur, des sites extérieurs ou des services pourront être supprimés et/ou ajoutés. Chaque modification fera l'objet d'un avenant sur la base des prix issus du marché en application de l'article R. 2194-1 du Code de la Commande Publique quel que soit le montant de la modification.

☐ Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de contracter une PSE en cours d'exécution du marché qui n'aurait pas été retenue lors de l'attribution. Cette modification fera l'objet d'un avenant en application de l'article R. 2194-1 du Code de la Commande Publique.

☒ Le prestataire pourra voir sa mission s'étendre à l'échelle du Groupement Hospitalier de Territoire Atlantique 17 qui réunit les établissements suivant :

- ❖ Les Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis (Etablissement support)
- ❖ Centre Hospitalier de Rochefort (Etablissement partie)
- ❖ Centre Hospitalier de Marennes (Etablissement partie)
- ❖ Centre Hospitalier d'Oléron (Etablissement partie)

Cette modification fera l'objet d'un avenant sur la base des prix issus du marché en application de l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Secteur LA ROCHELLE
02	Secteur ILE DE RE
03	Secteur ROCHEFORT

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le présent accord-cadre est conclu pour les montants suivants sur toute la durée du marché (reconductions comprises) :

- Lot 1 : Sans montant minimum et un montant maximum de 2 080 000 € HT
- Lot 2 : Sans montant minimum et un montant maximum de 160 000 € HT
- Lot 3 : Sans montant minimum et un montant maximum de 320 000 € HT

#### 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique et financière du titulaire.

## 3 - Durée et délais d'exécution

### 3.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

L'accord-cadre est conclu à compter **du 01/07/2025 jusqu'au 30/06/2026**.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### 3.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est **de 48 mois**.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur **au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre**. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 4 - Prix

### 4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents : au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison. Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur. Les prix sont composés au maximum de 3 chiffres après la virgule.

Les produits non listés dans le bordereau des prix bénéficient du pourcentage général de remise sur catalogue indiqué par le titulaire (annexes 1 à l'Acte d'engagement).

### 4.2 - Modalités de variation des prix

**Les prix sont fermes la première année d'exécution du marché.**

A l'issue de cette période, et au moins 120 jours avant la date anniversaire du marché, le candidat pourra proposer, par courrier recommandé avec accusé réception une révision des prix calculée au moyen de la formule suivante pour la nouvelle période d'exécution du marché :

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 05/2025; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010764079 (n-3) / 010764079 (o))$
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010764079 (n-3) / 010764079 (o))$
03	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010764079 (n-3) / 010764079 (o))$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	010764079	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 10.71 – Pain , pâtisseries et viennoiseries fraîches
02	010764079	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 10.71 – Pain , pâtisseries et viennoiseries fraîches
03	010764079	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 10.71 – Pain , pâtisseries et viennoiseries fraîches

Cette proposition de révision doit impérativement être adressée à La Direction des Achats des Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis (établissement support du GHT Atlantique 17).

**Pour ce faire, le titulaire utilisera obligatoirement le bordereau de prix (annexe 1 de l'acte d'engagement) sur lequel il avait initialement porté son offre de prix.** Ce nouveau bordereau devra mentionner les prix d'origine, puis pour chaque révision une colonne sera rajoutée mentionnant la période de validité des nouveaux prix et sa proposition de prix unitaires révisés. Par ailleurs, tous les éléments nécessaires à la vérification de ces nouveaux tarifs seront fournis par le titulaire.

#### ⇒ Clause de sauvegarde

Dans le cas où l'application des dispositions qui précèdent conduirait à une augmentation des prix supérieure ou égale à 2% par rapport aux derniers prix en vigueur, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché à la date de changement de tarif.

Dans cette hypothèse, ce sont les prix validés antérieurement qui resteront applicables jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

Toutefois, en fonction du contexte économique tout au long du marché, cette clause pourra être revue et négociée entre les parties.

## 5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 6 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 7 - Modalités de règlement des comptes

### 7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Pour le Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis (Siret n°200 047 835 00018)
  - **Pour les factures issues de commandes préalablement passées, le code service et le numéro de la commande sont obligatoires pour le dépôt des factures** (Le code service correspond au préfixe du numéro de commande : ALIM)
- Pour le Centre Hospitalier de Rochefort (Siret n°261 700 330 00135)
  - **Pour les factures issues de commandes préalablement passées, le code service est obligatoire pour le dépôt des factures** (Le code service correspond au préfixe du numéro de commande : AMGEN).

### 7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **7.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

#### **7.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

### **8 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

#### Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

#### Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

### **9 - Développement durable**

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

### **10 - Constatation de l'exécution des prestations**

#### **10.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Toute marchandise laissée par le livreur en dehors des horaires d'ouverture sera sous la responsabilité du fournisseur.

Le titulaire s'engage à effectuer une livraison complémentaire en cas d'oubli ou de non-respect du bon de commande que ce soit en terme de quantité ou de destination dans un délai aussi rapide que possible et ne pouvant excéder 3 heures.

## 10.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 12 - Pénalités

### 12.1 - Pénalités de retard sur délai de livraison

La livraison quotidienne des pains et viennoiserie ainsi que les horaires de livraison définis ne peuvent souffrir d'aucun retard.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, en cas de non-respect du délai de livraison indiqué dans le CCTP et dans son offre ou s'il ne prévient pas d'un retard exceptionnel ou s'il ne livre pas dans l'heure suite à un oubli, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 50€ HT par heure de retard.

Si la livraison était retardée du fait du Groupe Hospitalier, aucune indemnité ne sera versée à l'opérateur économique.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 12.2 - Pénalités de retard sur remise des attestations sociales et fiscales

En application des articles L. 2141-2 et R. 2143-7 du CCP, l'acheteur public doit vérifier que l'opérateur économique est à jour de ses obligations sociales et fiscales :

- Certificat attestant la souscription des déclarations et paiements correspondants aux impôts délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur ;
- certificat attestant que l'attributaire est à jour de ses obligations de déclarations et de paiements auprès des organismes de recouvrement prévus à l'article L. 243-15 du Code de la Sécurité sociale (Urssaf, MSA, Caisse générale de la Sécurité sociale en Guadeloupe, Guyane, Martinique et à La Réunion, caisse de prévoyance de Saint-Barthélemy).

En outre, l'article D. 8222-5.1 du Code du travail précise que l'attestation de vigilance doit dater de moins de 6 mois.

Pour le « certificat fiscal », il doit être daté « *du dernier jour du mois précédant la demande de délivrance de l'attestation* ».

- ➔ Pénalité d'un montant de 500 € par mois de retard pour non remise des attestations sociales et fiscales à compter de la date de la demande.

## 13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 14 - Résiliation du contrat

### 14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 15 - Exécution de la prestation aux frais et risques

Le pouvoir adjudicateur pourra pourvoir à l'exécution de la prestation aux frais et risques de l'opérateur économique soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard soit, en cas de résiliation du marché pour faute de l'opérateur économique  
L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques de l'opérateur économique sera à sa charge.

## 16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Poitiers est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 17 - Dérogations

- L'article 3.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services